

---

Troisième session, vingt-neuvième Législature

---

---

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi 136**  
(PRIVÉ)

Loi modifiant la Loi de la Communauté  
urbaine de Montréal

**Bill 136**  
(PRIVATE)

An Act to amend the Montreal Urban  
Community Act

---

Première lecture

---

---

First reading

---



M. PICARD

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
ROCH LEFEBVRE  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972

## Projet de loi 136

(PRIVÉ)

Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal

ATTENDU que la Communauté urbaine de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt que sa charte soit modifiée;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cet fin et qu'il y a lieu d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 28 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), modifié par l'article 1 du chapitre 90 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *f* par le suivant:

« *f*) annuler tout solde de crédits mis à sa disposition [ ] quand les fins pour lesquelles ces crédits ont été votés sont réalisées; ».

**2.** L'article 95 de ladite loi est modifié en insérant dans la neuvième ligne, avant le mot « mille », le mot « trois ».

**3.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 98, l'article suivant:

« **98a.** Le secrétaire-général, le secrétaire, le trésorier et le commissaire à l'évaluation sont autorisés à faire prêter le même serment et à recevoir la même affirmation solennelle qu'un commissaire nommé en vertu de l'article 223 de la Loi

## Bill 136

(PRIVATE)

An Act to amend the Montreal Urban Community Act

WHEREAS the Montreal Urban Community has by its petition represented that it is in its interest that its charter be amended;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 28 of the Montreal Urban Community Act (1969, chapter 84), amended by section 1 of chapter 90 of the statutes of 1971, is again amended by replacing paragraph *f* by the following:

“(f) cancel any balance of credits placed at its disposal [ ] when the purposes for which such credits were voted are achieved;”.

**2.** Section 95 of the said act is amended by replacing the word “one” in the ninth line by the word “three”.

**3.** The said act is amended by inserting after section 98 the following:

“**98a.** The secretary-general, the secretary, the treasurer and the valuation commissioner may administer the same oath and receive the same solemn affirmation as a commissioner appointed under section 223 of the Courts of Justice Act

des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20).

Le secrétaire-général et le secrétaire-général-adjoint sont autorisés à faire prêter le serment ou à recevoir l'affirmation solennelle prévu à la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12) quant aux personnes remplissant un office, une charge ou un emploi au sein de la Communauté. »

**4.** L'article 104 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **104.** La Communauté peut par résolution se prévaloir [ ] des dispositions des articles 431 [et 432] de la Loi des cités et villes pour la confection de plan et l'homologation, en suivant, *mutatis mutandis*, la procédure qui y est indiquée, relativement à tout droit qu'elle peut exproprier. »

**5.** L'article 168 de ladite loi est remplacé par les suivants:

« **168.** La Communauté peut faire des règlements relatifs à l'élimination des agents polluants de l'air et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, pour:

[1° interdire ou réglementer l'utilisation et la possession de toute substance, appareil, machine, ouvrage, installation ou véhicule dont l'usage peut causer l'émission d'agent polluant de même que toute activité dont l'exercice peut produire le même effet et prescrire que cette utilisation et que cet exercice sont prohibés en tout temps ou pendant certaines périodes dans tout le territoire de la Communauté ou dans une partie seulement de ce territoire;

2° obliger toute personne qui possède ou utilise une substance, un appareil, une machine, un ouvrage ou une installation prévus au paragraphe 1° ou qui exerce ou se propose d'exercer une activité visée par ce paragraphe à se procurer un permis de la Communauté, déterminer les conditions d'octroi, de suspension ou d'annulation de ce permis et obliger ces personnes à soumettre des rapports écrits, en la forme prescrite par le comité exécutif, sur les matières prévues au paragraphe 1°;

(Revised Statutes, 1964, chapter 20).

The secretary-general and the assistant secretary-general may administer the oath or receive the solemn affirmation provided for in the Public Officers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 12) with respect to persons holding an office, charge or employment within the Community".

**4.** Section 104 of the said act is replaced by the following:

"**104.** [ ] The Community, by resolution, may avail itself of the provisions of sections 431 [and 432] of the Cities and Towns Act for the making of plans and for homologation by following, *mutatis mutandis*, the procedure indicated therein, respecting any right which it may expropriate."

**5.** Section 168 of the said act is replaced by the following:

"**168.** The Community may make by-laws relating to the elimination of air pollutants and, without restricting the generality of the foregoing, to:

[(1) prohibit or regulate the use and possession of any substance, apparatus, machine, work, installation or vehicle the use of which may cause the emission of air pollutants as well as any activity the exercise of which may produce the same effect and prescribe that such use and such exercise are prohibited at any time or during certain periods in the whole territory of the Community or in a part only of such territory;

(2) compel every person who owns or uses a substance, an apparatus, a machine, a work or an installation contemplated in paragraph 1 or who exercises or intends to exercise an activity contemplated by such paragraph to procure a permit of the Community, determine the conditions of granting, suspension or cancellation of such permit and require such persons to submit written reports in the form prescribed by the executive committee on the matters contemplated in paragraph 1;

3° prescrire les méthodes de prélèvement, d'analyse et de calcul des substances dont l'usage peut amener la pollution de l'air ainsi que de toute matière polluante et obliger toute personne visée au présent article à installer à l'endroit déterminé par le directeur du service d'assainissement de l'air de la Communauté les ouvrages qu'il juge nécessaires pour permettre le prélèvement et l'analyse d'une source de pollution;]

[4°] obliger les propriétaires d'immeubles à munir ceux-ci d'appareils destinés à prévenir [l'émission de matières polluantes] et déterminer les devoirs des préposés au chauffage, à la garde ou à l'entretien des chaudières, fournaies et appareils [anti-pollution];

[5°] obliger les propriétaires d'établissements industriels, d'incinérateurs ou de machinerie à les munir d'appareils [anti-pollution] tels qu'ils éliminent l'échappement dans l'atmosphère de [matières polluantes] contenant plus que la proportion permise par ce règlement [ ]; [ ]

[6°] prescrire la façon dont il peut être disposé de résidus industriels ou autres qu'elle considère des agents polluants de l'air, obliger les personnes désirant disposer de tels agents polluants à le faire de la façon prévue par le règlement ou approuvée par un fonctionnaire de la Communauté et prohiber l'abandon sur son territoire de tout agent polluant non traité de cette façon;

[7°] réglementer l'entretien des appareils, machines, ouvrages et installations visés au présent article;

8° autoriser le comité exécutif à édicter toute ordonnance en rapport avec un règlement adopté en vertu du présent article.

Telle ordonnance forme partie du règlement auquel elle se rapporte et devient obligatoire dès la publication, dans un journal de langue française et un journal de langue anglaise publiés ou circulant dans le territoire de la Communauté, d'un avis en spécifiant l'objet et indiquant la date à laquelle elle a été édictée;]

[9°] prescrire que toute infraction aux dispositions d'un règlement [ou d'une

(3) prescribe the methods of collection, analysis and computation of substances the use of which may cause the pollution of air and of any pollutant matter and compel any person contemplated in this section to install at the place determined by the director of the clean air service of the Community such works as he deems necessary to permit the collection and analysis of a source of pollution;]

[(4)] require the owners of immoveables to provide their immoveables with such apparatus as will prevent [the emission of pollutant matter] and determine the duties of persons who supervise heating and of those entrusted with the care and upkeep of boilers, furnaces and [anti-pollution] apparatus;

[(5)] require the owners of industrial establishments, incinerators or machinery to provide the same with such necessary [anti-pollution] apparatus as will eliminate the escaping into the atmosphere of [pollutant matter] containing more than the proportion permitted by such by-law [ ]; [ ]

[(6)] prescribe the manner of disposing of industrial or other residues which it deems to be air pollutants, compel the persons wishing to dispose of such pollutants to do so in the manner prescribed by the by-law or approved by an officer of the Community and prohibit the abandoning in its territory of any pollutant not dealt with in such manner;

[(7) regulate the upkeep of the apparatus, machines, works and installations contemplated in this section;

(8) authorize the executive committee to prescribe any order in relation with a by-law adopted under this section.

Such order forms part of the by-law to which it relates and becomes binding upon the publication in a French language newspaper and an English language newspaper published or circulating in the territory of the Community, of a notice specifying the object and indicating the date on which it has been enacted;]

[(9)] prescribe that any infringement of a by-law [or order] made under the au-

ordonnance] adoptée sous l'autorité du présent article entraîne comme pénalité, pour une première infraction [ ], une amende minimum d'au plus \$1,000 et une amende maximum d'au plus \$10,000, avec ou sans frais ou une peine d'emprisonnement d'un maximum de trois mois ou les deux peines à la fois et pour toute infraction subséquente au cours d'une [période de douze mois,] une amende minimum d'au plus \$2,000 et une amende maximum d'au plus \$20,000 ou une peine d'emprisonnement minimum d'un mois et d'un maximum de six mois ou les deux peines à la fois;

[10°] prescrire qu'une peine de prison pour une période au moins égale à la peine minimum d'emprisonnement prévue au paragraphe [9°] peut être imposée à défaut du paiement de l'amende prévue au paragraphe [9°] et que cette peine d'emprisonnement doit cesser dès le paiement de l'amende ou de l'amende et des frais, selon le cas;

[11°] prescrire que si l'infraction à un règlement [ou à une ordonnance] adoptée en vertu du présent article est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction séparée.

« **168a.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires de la Communauté chargés de l'application des règlements et ordonnances prévus à l'article 168 peuvent pénétrer dans tout local où se trouve ou peut se trouver une substance, un appareil, une machine, un ouvrage ou une installation faisant l'objet d'un tel règlement ou d'une telle ordonnance et les examiner et pénétrer dans tout local où s'exerce ou peut s'exercer une activité faisant l'objet d'un tel règlement ou d'une telle ordonnance et exiger la production des livres, registres et documents relatifs aux matières visées par ce règlement ou cette ordonnance et requérir à ce sujet, tout autre renseignement jugé utile ou nécessaire.

« **168b.** Il est interdit d'entraver un tel fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, de quelque façon que ce soit, de le tromper ou de tenter de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères, de refuser de lui déclarer ses nom, prénoms et adresse.

thority of this section will entail as a penalty, for a first offence [ ] a minimum fine of not more than \$1,000 and a maximum fine of not more than \$10,000, with or without costs, or a maximum penalty of imprisonment for three months, or both such penalties together, and for any subsequent offence during [a period of twelve months] a minimum fine of not more than \$2,000 and a maximum fine of not more than \$20,000 or a penalty of imprisonment for a minimum of one month or a maximum of six months, or both such penalties together;

[(10)] prescribe that a penalty of imprisonment for a period at least equal to the minimum imprisonment penalty provided by paragraph [9] may be imposed on failure to pay the fine provided in paragraph [9] and that such penalty of imprisonment is to cease upon payment of the fine or of the fine and costs, as the case may be;

[(11)] prescribe that if the infringement of a by-law [or order] made under this section is continued, such continuity shall constitute a separate offence day by day.

“**168a.** In the exercise of their duties, the officers of the Community charged with the application of the regulations and orders provided for in section 168 may enter any premises where there is or may be by a substance, an apparatus, a machine, a work or an installation forming the object of such regulation or order and examine them and enter any premises where an activity that is the object of such by-law or such order is or may be carried on and require the production of the books, registers and documents relating to the matters contemplated by such by-law or order and require in that respect, any other information deemed useful or necessary.

“**168b.** It is prohibited to hinder such an officer in the performance of his duties in any manner, to mislead him or attempt to mislead him by concealment or by fraudulent misrepresentation, or to refuse to give him one's given name, surname and address.

Ce fonctionnaire doit, s'il en est requis, exhiber un certificat, signé par le directeur du service d'assainissement de l'air de la Communauté, attestant sa qualité.

« **168c.** Aux fins de l'article 168, « agent polluant » ou « matière polluante », signifie toute substance qui se trouve dans l'air à une concentration définie par le règlement comme nuisant à la santé des humains ou des animaux ou interférant avec la vie des plantes ou endommageant les biens matériels ou diminuant le confort des personnes. ] »

**6.** L'article 186 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 92 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par les suivants:

« **186.** À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972, la Communauté exerce, aux lieu et place des municipalités, la compétence prévue par la Loi des cités et villes et la charte de la Ville de Montréal [en matière] de prohibition, [saisie, confiscation,] réglementation et inspection de toutes les étapes de la production et de la mise en marché, [y compris le transport, des aliments et de tout produit ou animal susceptible d'être transformé en aliment destiné à la consommation sur son territoire,] que ces opérations aient lieu sur le territoire de la Communauté ou à l'extérieur de celui-ci [ainsi que la compétence ci-dessus en rapport avec les personnes, les établissements et les biens utilisés dans cette production ou cette mise en marché.] La Communauté exerce, à l'exclusion des municipalités, les pouvoirs prévus par cette loi et cette charte pour l'exécution de ces fonctions.

[Les règlements et ordonnances en vigueur le 31 décembre 1971 dans les municipalités sont appliqués par la Communauté à compter de la date ci-dessus et jusqu'à ce que la Communauté, dans un règlement qu'elle adopte en vertu du présent article, déclare expressément que ces règlements et ordonnances sont abrogés, modifiés ou remplacés.

Lorsque la Communauté adopte un règlement en vertu du présent article elle peut se prévaloir indifféremment de la compétence et des pouvoirs ci-dessus pré-

Such officer shall, if so required, produce a certificate, signed by the director of the clean air service of the Community, attesting to his authority.

“**168c.** For the purposes of section 168, “air pollutant” or “pollutant matter” means any substance found in the air with a concentration defined by by-law as detrimental to the health of humans or animals or interfering with the life of plants or damaging to material property or causing discomfort to persons.”]

**6.** Section 186 of the said act, amended by section 5 of chapter 92 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“**186.** From the 1st of January 1972, the Community shall exercise, in the place and stead of the municipalities, the powers contemplated in the Cities and Towns Act and the charter of the City of Montreal [in matters respecting prohibition, seizure, confiscation,] regulation and inspection of all stages of production and marketing, [including transport, of foods and of any product or animal that may be processed for food intended for consumption in its territory,] whether such operations take place in the territory of the Community or outside such territory, [as well as the above powers relating to the persons, establishments and the property used in such production or marketing.] The Community shall exercise, to the exclusion of the municipalities, the powers provided by law for the carrying out of such functions.

[The by-laws and orders in force on the 31st of December 1971 in the municipalities shall be applied by the Community from the above date and until the Community, by a by-law it adopts under this section, declares expressly that such by-laws and orders are repealed, amended or replaced.

Where the Community adopts a by-law under this section it may avail itself of the competence and powers provided above, in the Cities and Towns Act or in the

vus à la Loi des cités et villes et à la charte de la Ville de Montréal pour les exercer et rendre le règlement applicable sur tout le territoire de la Communauté et à l'extérieur de son territoire lorsque les dispositions de cette loi ou de cette charte permettent à une municipalité d'agir en dehors de son territoire.

La Communauté peut obliger toute personne engagée dans la production, la mise en marché ou le transport d'un aliment, d'un produit ou d'un animal visé au présent article, à se procurer un permis pour exercer l'une ou l'autre de ces activités ou déterminer les conditions d'octroi, de suspension ou d'annulation de ce permis. Aucun frais ne doit être exigé pour l'octroi du permis. »]

**7.** L'article 248 de ladite loi est modifié en insérant, dans la dixième ligne de l'avant-dernier alinéa, avant le mot « mille », le mot « trois ».

**8.** L'article 251 de ladite loi est modifié en remplaçant le second alinéa par les suivants:

« [Le comité exécutif peut également virer à un service, les crédits mis à sa disposition par le Conseil. Le comité exécutif doit faire rapport au Conseil de tous les crédits ainsi virés à l'assemblée régulière qui suit le virement.]

Tout autre virement de fonds [ ] requiert l'approbation du Conseil [après avoir obtenu l'avis écrit du directeur de service concerné]. »

**9.** L'article 257 de ladite loi, remplacé par l'article 22 du chapitre 90 des lois de 1971, est modifié:

a) en insérant après le troisième alinéa, l'alinéa suivant:

« Le trésorier, en déterminant le montant du dernier versement, doit tenir compte de la remise à la Communauté du produit de la taxe prévue à l'article 248a. »

b) en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

« Chaque municipalité doit payer sa quote-part des dépenses ainsi déterminées, par versements égaux, sauf le dernier qui peut être un montant moindre, le 1<sup>er</sup> des mois de mars, juin, septembre et novembre

Charter of the City of Montreal to exercise them and render the by-law applicable throughout the territory of the Community and outside its territory when the provisions of such act or of such charter enable a municipality to act outside its territory.

The Community may require any person engaged in the production, marketing or transport of any food, product or animal contemplated in this section, to obtain a permit to exercise either of such activities or determine the conditions for issue, suspension or cancellation of such permit. No fee shall be exacted for the granting of the permit.”]

**7.** Section 248 of the said act is amended by replacing the word “one” in the tenth line of the second to last paragraph by the word “three”.

**8.** Section 251 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

“[The executive committee may also transfer to a service, the appropriations made available by the Council. The executive committee must report to the Council on all the appropriations so transferred at the regular meeting following the transfer.]

Any other transfer of funds [ ] shall require the approval of the Council [after having obtained the written notice of the director of the department concerned.]”

**9.** Section 257, replaced by section 22 of chapter 90 of the statutes of 1971, is amended:

(a) by inserting after the third paragraph the following:

“The treasurer, in determining the amount of the last payment, shall take into account the remittance to the Community of the proceeds of the tax provided for in section 248a.”

(b) by replacing the sixth paragraph by the following:

“Each municipality shall pay its aliquot share of the expenses thus determined, by equal instalments, except for the last instalment, which may be for a lesser amount, on the 1st day of March, June,

de chaque année. Tout versement non payé à échéance [et toute autre somme due à la Communauté ou payable à cette dernière, en vertu d'une loi quelconque,] porte intérêt [ ] au taux nominal maximum permis par le lieutenant-gouverneur en conseil pour les emprunts municipaux par voie d'émission d'obligations. [Néanmoins, le Conseil peut, lors de la séance d'adoption du budget, décréter un taux d'intérêt inférieur applicable, en ce cas, à toute somme due ou payable à la Communauté au cours de son prochain exercice financier]. »

**10.** L'article 259a de ladite loi, édicté par l'article 23 du chapitre 90 des lois de 1971, est modifié en remplaçant le paragraphe 2° par le suivant :

« 2° Ces bons du trésor, billets ou autres effets peuvent ne porter aucun taux nominal d'intérêt, sont payables au porteur [ou au détenteur immatriculé selon leurs stipulations,] et échoient pas plus de trois cent soixante-cinq jours à compter de leur date d'émission. Ils peuvent porter mention qu'ils sont rachetables par anticipation [ , sans autres formalités et conditions que celles qui y sont mentionnées,] et doivent stipuler qu'ils sont émis pour les fins du fonds de roulement de la Communauté urbaine de Montréal. »

**11.** L'article 262 de ladite loi, modifié par l'article 24 du chapitre 90 des lois de 1971, est de nouveau modifié en ajoutant les alinéas suivants :

[« Le ministre peut faire apposer le sceau du ministère des affaires municipales et le certificat prévu à l'article 12 de cette loi sur toute obligation émise par la Communauté en vertu d'un règlement approuvé par la Commission municipale du Québec; toute obligation émise par la Communauté en vertu d'un règlement approuvé par la Commission municipale du Québec et portant ce sceau et ce certificat est valide et sa validité ne peut être contestée pour aucune raison quelconque.

Lorsque les obligations émises par la Communauté ne sont pas susceptibles d'immatriculation, selon les conditions de leur émission, les articles 23 à 25a de la section IX de cette loi cessant de s'appliquer à l'égard de ces obligations. »]

September and November each year. Any instalment not paid when due [and any other sum owing to the Community or payable to the latter under any law,] shall bear interest [ ] at the maximum nominal rate permitted by the Lieutenant-Governor in Council for municipal loans effected by way of bond issue. [Nevertheless, the Council may, at the sitting at which the budget is adopted, prescribe a lesser rate of interest applicable, in such case, to any sum due or payable to the Community in its next fiscal year.]”

**10.** Section 259a of the said act, enacted by section 23 of chapter 90 of the statutes of 1971, is amended by replacing paragraph 2 by the following :

“(2) Such treasury bills, notes or other securities may bear no nominal interest rate, shall be payable to bearer [or to the holder registered according to their conditions], and shall mature no more than three hundred and sixty-five days after the date of their issue. They may bear the mention that they are redeemable in advance [ , without any other formalities and conditions than those mentioned in them,] and must indicate that they are issued for the purposes of the working fund of the Montreal Urban Community.”

**11.** Section 262 of the said act, amended by section 24 of chapter 90 of the statutes of 1971, is again amended by adding the following paragraphs :

[“The Minister may cause to be affixed the seal of the Department of Municipal Affairs and the certificate provided for in section 12 of such act on any bond issued by the Community under a by-law approved by the Québec Municipal Commission; any bond issued by the Community under a by-law approved by the Québec Municipal Commission and bearing such seal and such certificate shall be valid and its validity may not be contested for any reason whatsoever.

Where the bonds issued by the Community may not be registered, pursuant to the conditions of their issue, sections 23 to 25a of Division IX of that act shall cease to apply in respect of such bonds.”]



**12.** L'article 266 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne, les mots « quatre-vingt-dix » par les mots « cent vingt ».

**13.** L'article 267 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot « mai » par le mot « juillet ».

**14.** L'article 271 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, le chiffre « 37 ».

**15.** L'article 282 de ladite loi est modifié en insérant, après le sixième alinéa, l'alinéa suivant:

[« Sous réserve de l'alinéa qui suit, au cas d'absence temporaire du président-directeur général, ce dernier peut, par une procuration écrite valable pour une durée n'excédant pas un mois, déléguer à l'un des commissaires, en tout ou en partie, les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi et les règlements de la Commission. Cette procuration peut être générale ou limitée aux objets que le président détermine. Le commissaire désigné peut alors convoquer et présider les assemblées de la Commission mais ne dispose pas d'une voix prépondérante. »]

**16.** L'article 287 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

« Pour exproprier, elle procède en utilisant, *mutatis mutandis*, les pouvoirs de la Communauté, sauf que dans le cas d'acquisition par expropriation avec possession préalable, la Commission doit déposer au préalable une somme équivalente à soixante-quinze pour cent [de la valeur aux livres de l'actif net de l'entreprise expropriée], tels qu'établis par les états financiers déposés à la Régie des transports qui en délivre un certificat. »

**17.** L'article 310 de ladite loi, modifié par l'article 33 du chapitre 90 des lois de 1971, est remplacé par les suivants:

« **310.** La Commission peut, avec l'autorisation du Conseil et l'approbation de la Commission municipale du Québec, contracter des emprunts [par billets, obliga-

**12.** Section 266 of the said act is amended by replacing the word "ninety" in the sixth line by the words "one hundred and twenty".

**13.** Section 267 of the said act is amended by replacing the word "May" in the second line by the word "July".

**14.** Section 271 of the said act is amended by striking out the figure "37," in the second line of the second paragraph.

**15.** Section 282 of the said act is amended by inserting after the sixth paragraph the following:

["Subject to the following paragraph, in case of temporary absence of the chairman and general manager, the latter may, by a proxy in writing valid for a term not exceeding one month, delegate to one of the commissioners all or part of the powers conferred on him by this act and the by-laws of the Commission. Such proxy may be general or limited to the objects determined by the chairman. The designated commissioners may then call and preside over the meetings of the Commission but shall not have a casting vote."]

**16.** Section 287 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following:

"To expropriate, it shall proceed by using the powers of the Community *mutatis mutandis*, except that in the case of acquisition by expropriation with prior possession, the Commission shall previously deposit a sum equivalent to seventy-five per cent [of the book value of the net assets of the expropriated business], as established by the financial statements deposited with the Transportation Board which shall issue a certificate thereof."

**17.** Section 310 of the said act, amended by section 33 of chapter 90 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

"**310.** With the authorization of the Council and the approval of the Québec Municipal Commission, the Community may contract loans [by notes, bonds or

tions ou autres titres, au taux d'intérêt et aux autres conditions approuvés par la Commission municipale du Québec. Le terme de ces emprunts ne peut en aucun cas excéder cinquante ans.

« **310a.** Les emprunts de la Commission sont décrétés par règlement, sauf dans le cas des emprunts par billet dont le terme de remboursement n'excède pas un an; dans ce dernier cas, une simple résolution de la Commission approuvée par le Conseil et la Commission municipale du Québec suffit.

« **310b.** Le Conseil peut déléguer à la Commission, par règlement, le droit de fixer tout taux d'intérêt sur les emprunts autorisés par le Conseil et les dates d'échéance de ces emprunts, le droit de déterminer les autres conditions des obligations, débiteures ou autres effets négociables émis ou à émettre, le droit de désigner tout endroit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays où un registre peut être tenu pour l'enregistrement ou le transfert des effets énumérés ci-dessus ainsi que les personnes autorisées à le tenir, de même que le droit de déterminer les conditions de leur émission et vente et celui de disposer de ces effets. La Commission exerce les pouvoirs qui lui sont délégués en vertu du présent article, par résolution approuvée par le comité exécutif.

« **310c.** Les dispositions de l'article 7 et des sections v à x de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires s'appliquent à la Commission.

Le ministre peut faire apposer le sceau du ministère des affaires municipales et le certificat prévu à l'article 12 de cette loi sur toute obligation émise par la Commission en vertu d'un règlement approuvé par la Commission municipale du Québec; toute obligation émise par la Commission en vertu d'un règlement approuvé par la Commission municipale du Québec et portant ce sceau et ce certificat est valide et sa validité ne peut être contestée pour aucune raison quelconque.

Lorsque les obligations émises par la Commission ne sont pas susceptibles d'immatriculation, selon les conditions de leur

other securities, at such rates of interest and on such other conditions as are approved by the Québec Municipal Commission. The term of such loans shall in no case exceed fifty years.

“**310a.** The loans of the Commission shall be ordered by by-law, except in the case of loans by notes the term for repayment of which does not exceed one year; in such last mentioned case, a mere resolution approved by the Council and the Québec Municipal Commission shall be sufficient.

“**310b.** The Council, by by-law, may delegate to the Commission the right to fix any interest rate on the loans authorized by the Council, and the dates of maturity of such loans, the right to fix the other conditions of the bonds, debentures, inscribed stock, treasury bills or other negotiable securities issued or to be issued, the right to designate any place inside or outside the country where a register may be kept for the registration or transfer of the securities hereinabove mentioned and the persons authorized to keep such register, the right to determine the conditions for their issue and sale and the right to dispose of such securities. The Commission shall exercise the powers delegated to it under this section, by resolution approved by the executive committee.

“**310c.** Section 7 and Divisions v to x of the Municipal and School Debt and Loan Act apply to the Commission.

The Minister may cause to be affixed the seal of the Department of Municipal Affairs and the certificate provided for in section 12 of such act to any bond issued by the Commission under a by-law approved by the Québec Municipal Commission; any bond issued by the Commission under a by-law approved by the Québec Municipal Commission and bearing such seal and certificate shall be valid and its validity may not be contested for any reason whatsoever.

Where the bonds issued by the Commission may not be registered, pursuant to the conditions of their issue, sections 23

émission, les articles 23 à 25a de la section IX de cette loi cessent de s'appliquer à l'égard de ces obligations.

« **310d.** Les obligations, billets et autres titres émis par la Commission sont des placements autorisés au sens du paragraphe a de l'article 981o du Code civil. Ces obligations, billets et autres titres constituent pour leurs détenteurs des obligations directes et générales de la Commission et des municipalités mentionnées aux annexes A et B.

« **310e.** Ces municipalités sont solidairement responsables envers les détenteurs d'obligations, billets et autres titres émis par la Commission, du remboursement de ces derniers, en principal, intérêt et autres accessoires, de même que de toutes autres obligations contractées par la Commission envers ces détenteurs. »]

**18.** L'article 311 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

[« Bien qu'une personne dont la signature ou le fac-similé de la signature a été apposé sur une obligation, un billet ou un autre titre de la Commission ou sur un coupon en qualité de président-directeur général ou de secrétaire de la Commission ou de personne désignée à cette fin par la Commission, ait cessé d'agir en cette qualité avant que cette obligation, ce billet, ce titre ou ce coupon ne soit émis et livré, cette signature est néanmoins valide et lie la Commission de la même façon que si cette personne avait continué à agir en cette qualité à la date de cette émission et de cette livraison et la signature ou le fac-similé de la signature des personnes agissant en cette qualité à la date de l'apposition de cette signature ou de ce fac-similé sur une obligation, un billet, un coupon ou un autre titre de la Commission lie cette dernière bien qu'à la date de cette obligation, de ce coupon, de ce billet ou de ce titre cette personne n'agissait pas en cette qualité. »]

**19.** L'article 319 de ladite loi, modifié par l'article 35 du chapitre 90 des lois de 1971, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

to 25a of Division IX of such act shall cease to apply in respect of such bonds.

“**310d.** The bonds, notes and other securities issued by the Commission shall be authorized investments within the meaning of paragraph a of article 981o of the Civil Code. Such bonds, notes and other securities shall constitute for the holders thereof direct and general obligations of the Commission and of the municipalities mentioned in Schedules A and B.

“**310e.** The municipalities shall be severally liable toward the holders of bonds, notes and other securities issued by the Commission for the repayment of such bonds, notes and other securities, in principal, interest and other accessories, and of all other obligations contracted by the Commission towards such holders.”]

**18.** Section 311 of the said act is amended by adding the following paragraph:

[“Although a person whose signature or a facsimile of whose signature has been affixed to a bond, note or other security of the Commission or to a coupon as chairman and general manager or secretary of the Commission or as a person designated for that purpose by the Commission, has ceased to act in such capacity before such bond, note, security or coupon is issued and delivered, that signature is nevertheless valid and binds the Commission in the same manner as if the person had continued to act in such capacity on the date of such issue and delivery and the signature or facsimile of the signature of the person acting in such a capacity on the date that such signature or facsimile is affixed to a bond, note, coupon or other security of the Commission shall bind the Commission even though on the date of such bond, coupon, note or security, such person was not acting in that capacity.”]

**19.** Section 319 of the said act, amended by section 35 of chapter 90 of the statutes of 1971, is again amended by adding the following paragraph:

« La Communauté est autorisée à emprunter les sommes nécessaires pour compléter ces travaux et acquitter les réclamations résultant, directement ou indirectement, des travaux originaires du métro ou de leur complément ainsi que les dépenses accessoires à ces emprunts si le surplus ci-dessus s'avère insuffisant à ces fins. Le service de dette de ces emprunts est à la charge des municipalités desservies par le réseau de transport de la Commission et payable à la Communauté conformément à l'article 307. Le troisième alinéa de l'article 318 s'applique à ces emprunts. »

**20.** L'article 320 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

[« Lorsque la Commission aliène ces actifs, elle doit en aviser la Communauté qui peut alors prescrire que le produit de cette aliénation doit être remis à la Communauté pour servir exclusivement aux fins mentionnées dans le dernier alinéa de l'article 319. »]

**21.** L'article 321 de ladite loi, modifié par l'article 36 du chapitre 90 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant dans la première ligne le millésime « 1972 » par le millésime « 1974 » et en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe *a*, le chiffre « 319 » par les mots et chiffres : « 319 et 320 ».

**22.** L'article 324 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne le millésime « 1971 » par le millésime « 1974 ».

**23.** L'article 330 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

« La veuve d'une de ces personnes a droit, au décès de son mari, à la pension qu'elle aurait eu droit de recevoir de la Commission de transport de Montréal. »

**24.** L'article 346 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

« Le fac-similé de la signature du secrétaire-général, du secrétaire, du trésorier et du commissaire à l'évaluation sur les do-

«The Community is authorized to borrow the sums necessary to complete such works and pay the claims resulting, directly or indirectly, from the original Metro works or their complement and the expenses accessory to such loans if the above surplus proves to be insufficient for such purposes. The service of the debt of such loans shall be at the charge of the municipalities served by the transport network of the Commission and payable to the Community in accordance with section 307. The third paragraph of section 318 shall apply to such loans.»

**20.** Section 320 of the said act is amended by adding the following paragraph:

[“Where the Commission alienates such assets it must inform the Community, which may then prescribe that the proceeds of such disposition must be remitted to the Community to be used exclusively for the purposes mentioned in the last paragraph of section 319.”]

**21.** Section 321 of the said act, amended by section 36 of chapter 90 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the number “1972” in the second line by the number “1974” and by replacing the number “319” in the third line of paragraph *a* by the word and figures “319 and 320”.

**22.** Section 324 of the said act is amended by replacing the figure “1971” in the fourth line by the figure “1974”.

**23.** Section 330 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“The widow of one of such persons is entitled, on the death of her husband, to the pension she would have been entitled to receive from the Montreal Transportation Commission.”

**24.** Section 346 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“The facsimile of the signature of the secretary general, secretary, treasurer and valuation commissioner on the documents

cuments qu'ils sont autorisés à signer en vertu de la présente loi, des règlements ou des résolutions, a le même effet que leur signature elle-même si l'emploi de ce fac-similé est autorisé par le comité exécutif. »

**25.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 349, le suivant :

« **349a.** Nonobstant les dispositions du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231), la Communauté est exemptée du paiement, au gouvernement de la province, de l'immatriculation des véhicules automobiles qui lui appartiennent et dont elle se sert pour les fins de la Communauté. »

**26.** L'article 358 de ladite loi, modifié par l'article 38 du chapitre 90 des lois de 1971 et par l'article 16 du chapitre 93 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

« **358.** Les bénéfices sociaux accumulés au crédit d'un fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada, des gouvernements [provinciaux, des universités situées dans le Québec,] d'une municipalité, [de l'Hydro-Québec, de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal,] de la Commission de transport de Montréal ou de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, dans une caisse, un plan ou un fonds administrés par l'un de ces employeurs, par l'un de ces employeurs et ses employés ou par un tiers pour le compte de ces personnes sont transférables à la demande du fonctionnaire ou employé qui passe à l'emploi de la Communauté ou vice versa, ou à la demande des gouvernements [ou organismes] ci-dessus, [ ] le tout aux conditions fixées ou approuvées par la Régie des rentes du Québec. »

**27.** L'article 362 de ladite loi est modifié en ajoutant les alinéas suivants :

[« La Communauté peut exercer les pouvoirs d'emprunt qui appartenaient à la Corporation de Montréal Métropolitain soit en suivant les dispositions légis-

they are authorized to sign under this act, the by-laws or resolutions, shall have the same effect as the signature itself if the use of such facsimile is authorized by the executive committee. »

**25.** The said act is amended by inserting after section 349 the following :

“**349a.** Notwithstanding the provisions of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231), the Community is exempt from payment, to the government of the Province, for the registration of motor vehicles it owns that it uses for the purposes of the Community.”

**26.** Section 358 of the said act, amended by section 38 of chapter 90 of the statutes of 1971 and by section 16 of chapter 93 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the first paragraph by the following :

“**358.** The social benefits accrued to the credit of an officer or employee of the government of Canada, of [the provincial governments, of the universities situated in Québec,] of a municipality, [of Hydro-Québec, of the Electrical Commission of the City of Montreal,] of the Montreal Transportation Commission or of the Montreal Urban Community Transit Commission in a plan or fund administered by one of such employers, by one of such employers and its employees or by a third party on behalf of such persons, shall be transferable upon the application of the officer or employee transferred to the employ of the Community or vice versa, or upon the application of the above governments, [or bodies] [ ], the whole upon the conditions fixed or approved by the Québec Pension Board.”

**27.** Section 362 of the said act is amended by adding the following paragraphs :

[“The Community may exercise the borrowing powers which belonged to the Montreal Metropolitan Corporation, according to either the legislative provisions

latives qui s'appliquaient à cette dernière soit en suivant celles prévues à la présente loi pour les emprunts de la Communauté; les règlements et résolutions d'emprunt en vigueur de cette Corporation peuvent être abrogés, remplacés ou modifiés en suivant les dispositions législatives prévues à la présente loi pour l'abrogation, le remplacement ou la modification des règlements ou résolutions d'emprunt de la Communauté, selon le cas, le tout sans préjudice aux droits des créanciers.

Le lieutenant-gouverneur en conseil et la Communauté peuvent exercer, en rapport avec les résolutions numéros B.M.1, B.M.2, B.M.4, B.M.6, B.M.8, B.M.14, B.M.15 et B.M.17 de la Corporation de Montréal Métropolitain, les pouvoirs prévus à l'article 22a de la Loi concernant le Boulevard métropolitain (1960/1961, chapitre 61). »

**28.** L'article 9 du chapitre 92 des lois de 1971 est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants :

« **9.** Pour le paiement de la partie de la quote-part représentant les dépenses des services de police encourues entre le 1<sup>er</sup> septembre 1970 et le 31 décembre 1971 [et celles résultant de la révision des dépenses autorisées de ces services pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 1970] et qui doivent figurer au budget de l'exercice financier de la Communauté commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1972, une municipalité peut, nonobstant l'article 258 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, dans les [soixante] jours de la réception de l'avis du trésorier de la Communauté transmis suivant l'article 257, demander par résolution à la Communauté d'emprunter pour son compte la somme qu'elle indique.

La Communauté emprunte en son propre nom, suivant les articles 259 [et suivants,] au bénéfice de la ou des municipalités qui lui en ont fait demande. [En ce cas, l'autorisation d'emprunter de la Communauté comporte, en plus du montant indiqué par la municipalité, les intérêts sur les emprunts temporaires, l'escompte sur la vente des titres et toutes les dépenses et frais accessoires à l'emprunt et à l'émission des titres.] »

that applied to that Corporation or to the provisions of this act respecting loans of the Community; the loan by-laws and resolutions in force of such Corporation may be repealed, replaced or amended by following the provisions of this act respecting the repeal, replacement or amendment of loan by-laws or resolutions of the Community, as the case may be, the whole without prejudice to the rights of the creditors.

The Lieutenant-Governor in Council and the Community may exercise, in relation with resolutions numbers B.M.1, B.M.2, B.M.4, B.M.6, B.M.8, B.M.14, B.M.15 and B.M.17 of the Montreal Metropolitan Corporation, the powers provided for in section 22a of the Act respecting the Metropolitan Boulevard (1960/1961, chapter 61)."]

**28.** Section 9 of chapter 92 of the statutes of 1971 is amended by replacing the first two paragraphs by the following :

“**9.** For the payment of the part of the share representing the expenses of the police departments incurred between the 1st of September 1970 and the 31st of December 1971 [and those resulting from the revision of expenses authorized for such services for the period from the 1st of January to the 31st of August 1970] and which must appear in the budget of the fiscal year of the Community beginning on the 1st of January 1972, a municipality may, notwithstanding section 258 of the Montreal Urban Community Act, within the [sixty] days from the receipt of the notice of the treasurer of the Community transmitted pursuant to section 257, apply by resolution to the Community to borrow for its account the sum which it indicates.

The Community shall borrow in its own name, pursuant to section 259 [and following,] to the benefit of the municipality or municipalities which applied therefor. [In such case, the authorization of the Community to borrow shall include, in addition to the amount indicated by the municipality, the interest on temporary loans, the discount on the sale of securities and all expenses and costs accessory to the loan and issue of the securities.]”

**29.** L'article 40 du chapitre 90 des lois de 1971 est abrogé à compter du 8 avril 1971.

Une municipalité de cité ou ville visée par l'article 10 du chapitre 129 des lois de 1931/1932 a et a toujours eu le choix de se prévaloir de cet article ou de l'article 527 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) pour imposer et prélever une taxe d'affaires.

**30.** Les municipalités mentionnées à l'annexe de la présente loi sont tenues de rembourser à la Communauté urbaine de Montréal aux dates qui y sont prévues les sommes apparaissant à cette annexe en regard de leur nom respectif.

Ces municipalités sont autorisées à emprunter aux fins de ces remboursements, jusqu'à concurrence des sommes apparaissant à cette annexe en regard de leur nom respectif, plus les intérêts sur les emprunts temporaires, le montant de l'escompte sur la vente des titres émis pour contracter ces emprunts et les dépenses accessoires à ces derniers.

Ces emprunts s'effectuent par émission d'obligations portant intérêt à un taux ne dépassant pas le taux nominal maximum permis par le lieutenant-gouverneur en conseil pour les emprunts municipaux; ils sont effectués par règlement ou résolution des municipalités intéressées, pour un terme correspondant au reste de la période prévue dans les règlements ou résolutions mentionnées à l'annexe et qui reste à courir.

Un règlement ou une résolution d'emprunt adopté en vertu du présent article ne requiert que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

**31.** L'article 27 a effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1970.

**32.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**29.** Section 40 of chapter 90 of the statutes of 1971 is repealed from the 8th of April 1971.

A city or town municipality contemplated by section 10 of chapter 129 of the statutes of 1931/1932 has and has always had the option of availing itself of this section or of section 527 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) to impose and levy a business tax.

**30.** The municipalities mentioned in the schedule to this act are bound to repay to the Montreal Urban Community on the dates there provided the sums appearing in such schedule opposite their respective names.

Such municipalities are authorized to borrow for the purposes of such repayments, up to the sums appearing in such schedule opposite their respective names, plus the interest on temporary loans, the amount of the discount on the sale of the securities issued for contracting such loans and the expenses accessory to the loans.

Such loans shall be made by issue of bonds bearing interest at a rate not exceeding the maximum nominal rate permitted by the Lieutenant-Governor in Council for municipal loans; they shall be made by by-law or resolution of the municipalities concerned, for a term corresponding to the remainder of the period provided for in the by-laws or resolutions mentioned in the schedule and remaining to run.

A loan by-law or resolution adopted under this section requires no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs and of the Québec Municipal Commission.

**31.** Section 27 shall have effect from the 1st of January 1970.

**32.** This act shall come into force on the day of its sanction.

## ANNEXE — SCHEDULE

<i>Nom de la municipalité</i>	<i>Date de remboursement</i>	<i>Somme en capital à rembourser</i>	<i>Numéro du règlement ou de la résolution</i>
<i>Name of the municipality</i>	<i>Date of reimbursement</i>	<i>Capital sum to reimburse</i>	<i>Number of the by-law or resolution</i>
Ville Mont-Royal —	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1975	\$ 284,000.	375
Town of Mount-	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	21,000.	415
Royal	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	1,505,000.	573
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	260,000.	544
Ville de Pointe-aux-	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1972	47,000.	47
Trembles —Town	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1972	1,000.	48
of Pointe-aux-	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1975	19,400.	52
Trembles	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1975	7,900.	55
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1975	3,400.	56
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	1,800.	68
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	136,100.	69
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	9,000.	71
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	74,600.	73
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	2,300.	74
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	23,700.	77
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	1,500.	279
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	280.	282
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	177,000.	290
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	190.	291
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	600.	292
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	450.	293
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	2,500.	294
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	3,500.	255
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	500.	262
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	600.	265
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	600.	266
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	600.	267
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	600.	268
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	800.	272
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	1,100.	273
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	500.	274
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	600.	275
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	200.	276
Ville de Hampstead			
Town of Hampstead	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	546,000.	211
Cité de Montréal-	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1972	53,000.	39
Nord — City of	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1972	21,200.	40
Montreal-North	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1972	3,100.	42
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1974	58,900.	43
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1974	84,100.	44
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1974	73,800.	45
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1974	160,900.	46



<i>Nom de la municipalité</i>	<i>Date de remboursement</i>	<i>Somme en capital à rembourser</i>	<i>Numéro du règlement ou de la résolution</i>
<i>Name of the municipality</i>	<i>Date of reimbursement</i>	<i>Capital sum to reimburse</i>	<i>Number of the by-law or resolution</i>
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1974	4,400.	47
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1975	9,300.	49
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1975	14,200.	50
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1975	69,900.	52
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1975	71,800.	53
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	4,400.	60
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	740.	61
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	3,400.	62
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	2,100.	63
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	2,500.	64
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	1,900.	65
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	2,800.	66
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	3,500.	67
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	6,800.	68
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	1,400.	69
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	1,110.	70
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	92,500.	72
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	4,100.	73
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	1,000.	74
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	850.	75
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	147,700.	76
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	4,100.	77
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	4,200.	79
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	42,300.	80
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	1,800.	82
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	151,700.	84
Ville de Montréal (ancienne Cité de Saint-Michel) — City of Montreal (former city of Saint-Michel)	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1972	299,000.	36
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1972	782.80	39
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1972	114,400.	38
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1974	5,900.	41
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1974	37,300.	43
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1975	43,900.	48
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	7,600.	56
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	9,200.	57
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	15,800.	58
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	47,600.	59
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	15,800.	60
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	9,100.	62
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	148,100.	66
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	89,000.	68
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1977	36,800.	69
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	62,100.	801
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	5,900.	816
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1988	55,000.	817
	1 <sup>er</sup> nov.— Nov. 1st 1990	484,400.	807